

Survол de l'histoire politique de la Saskatchewan

John H. Archer

La presque totalité de la Saskatchewan d'aujourd'hui faisait autrefois partie d'une région connue sous le nom de Terre de Rupert. En 1670, ce territoire avait été accordé par une charte à la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui y avait du même coup acquis des droits exclusifs de commerce et de propriété. Depuis qu'elle était devenue propriétaire de cet empire territorial, l'entreprise était dirigée par un gouverneur plutôt que par un président. Mais qui dit gouverneur dit colonie et, en ce sens, la Terre de Rupert était une colonie.

Le Canada devint une entité politique distincte en 1867. Dès 1868, le gouvernement du Canada acquit le territoire administré par la Baie d'Hudson et lui donna le nom de Territoires du Nord-Ouest. Dès lors, ces terres furent administrées par le Canada. Le Nord-Ouest devenait ainsi la colonie d'une colonie!

Au moment de l'entrée du Manitoba dans la Confédération en 1870, on confia au lieutenant-gouverneur de la nouvelle province la direction d'un Conseil chargé d'administrer la justice et d'émettre des ordonnances dans les Territoires du Nord-Ouest. Cet arrangement dura environ six ans, le temps pour le gouvernement du Canada d'étudier la mise en valeur de son nouvel empire.

Les Canadiens avaient suivi avec une admiration mêlée d'envie la colonisation de l'Ouest américain. Ils pouvaient maintenant rivaliser avec cette épopée, mais certaines mesures devaient être prises pour accélérer le processus. Il était par exemple urgent d'organiser une force policière qui patrouillerait le nouveau territoire; il fallait installer la population autochtone dans des réserves, si possible, et construire un chemin de fer pour approvisionner les colons. L'arpentage des terres agricoles s'imposait et des politiques de peuplement devaient être élaborées, sans oublier le développement politique de la région.

En 1874, la Gendarmerie Royale du Nord-Ouest se mit à assurer l'ordre dans les Plaines. Dès 1875, le gouvernement fédéral était prêt à prendre des mesures pour doter les territoires d'une nouvelle forme de gouvernement. Il adopta la *Loi sur les territoires du Nord-Ouest* qui entra en vigueur l'année suivante. Cette loi prévoyait la nomination d'un lieutenant-gouverneur qui gouvernerait les Territoires avec l'aide d'un Conseil de cinq mem-

bres nommés par le gouvernement fédéral. La ville de Battleford fut désignée capitale des Territoires. La nouvelle loi dispensait les Territoires de faire approuver leurs ordonnances par Ottawa. Elle prévoyait l'établissement d'un système judiciaire et ouvrait la voie au développement politique de cette région; ainsi, pour chaque région de 1 000 milles carrés comportant une population de 1 000 sujets britanniques adultes, le lieutenant-gouverneur devait créer une circonscription électorale donnant droit à un représentant au sein du Conseil. Lorsque le nombre des membres devait atteindre le chiffre de vingt-et-un, le Conseil devait être dissous et les membres élus devaient se constituer en assemblée législative.

Dès 1880, le plan de colonisation et de développement du nord-ouest canadien était devenu réalité. La Gendarmerie royale faisait respecter la loi et maintenait l'ordre. Les Indiens occupaient des réserves ou négociaient des traités avec la Couronne. Les arpenteurs s'affairaient à lotir de façon uniforme l'immensité des Prairies. Des lois adoptées sur place étaient en vigueur. Les plans de construction d'une ligne de chemin de fer reliant la Colombie-Britannique au Canada central progressaient bien. On avait toutefois oublié la population métisse regroupée autour de Batoche, en aval de la rivière Saskatchewan.

Après à la création du Manitoba, un grand nombre de Métis de la rivière Rouge décidèrent de quitter la nouvelle province et d'aller s'installer plus à l'ouest, pour échapper aux servitudes d'une société organisée. Leur leader, Louis Riel, avait été banni du Parlement fédéral en dépit du fait qu'il avait été démocratiquement élu à deux reprises à l'Assemblée législative du Manitoba. Gabriel Dumont, considéré comme un chasseur et un guerrier hors pair, et qui avait l'étoffe d'un chef prit la tête du mouvement. Il conduisit les Métis insatisfaits à l'ouest jusqu'à Saint-Laurent sur la rivière Saskatchewan-Sud. Une démocratie rudimentaire prit naissance, fondée sur des règles régissant la chasse au bison et sur le maintien de l'ordre au foyer. Petit à petit, la collectivité métisse s'étendit le long de la rivière Saskatchewan.

Cette population métisse se sentit menacée par l'arrivée du chemin de fer et la présence des arpenteurs. La voie ferrée en construction devait, selon le tracé original, traverser le croissant fertile de la vallée de la rivière Saskatchewan. Mais le tracé avait été modifié et elle passait maintenant bien au sud, prenant un raccourci à travers la plaine. Par ailleurs une bonne partie des marchandises transportées par les Métis sur leurs charrettes étaient maintenant acheminées par chemin de fer, faisant perdre

M. John Archer est l'ancien archiviste provincial de la Saskatchewan. Cet article a été rédigé en vue de la réunion annuelle de l'Association parlementaire du Commonwealth qui aura lieu en Saskatchewan, en octobre 1985.

à Battleford sa préséance au profit de Régina, qui, installée le long de la voie ferrée, devint la capitale de la province en 1882. Lorsque les arpenteurs commencèrent à lotir les terrains entourant Batoche et Saint-Laurent, les Métis craignirent de perdre les terres qu'ils possédaient le long de la rivière. Ils se tournèrent donc vers leur ancien leader, Louis Riel, et Dumont le persuada de «revenir au pays».

L'attaque d'un groupe de policiers au jour dit du «massacre du lac Duck» déclencha la «rébellion du Nord Ouest». De nombreux Métis se rallièrent à Riel, mais peu d'Indiens. La voie ferrée nouvellement construite facilita le transport des troupes fédérales vers l'Ouest. Après quelques victoires initiales, les forces de Riel subirent finalement la défaite à Batoche. Riel se rendit et Gabriel Dumont s'évada aux États-Unis. Riel fut puis jugé exécuté à Régina en novembre 1885.

La publicité accordée à cette «guerre de l'Ouest» et la rapidité avec laquelle les troubles avaient été matés éveillèrent l'intérêt d'éventuels immigrants. Ce soulèvement devait effectivement être le dernier sursaut de l'ancien régime fondé sur la traite des fourrures et le transport par charrette. La Saskatchewan allait devenir une région agricole habitée par des colons de race blanche. Mais le peuplement des Prairies se fit avec une l'nteur décevante, ce qui eut au moins l'avantage de faciliter l'adaptation du régime politique.

En 1887, le Conseil comportait 14 membres élus. L'un deux, l'avocat F.W.G. Haultain réclama une plus grande autonomie locale. En 1886, les districts créés provisoirement par le gouvernement fédéral reçurent le droit d'être représenté au Parlement fédéral. L'Ouest participa aux élections fédérales de 1887 et se trouva un défenseur en la personne de N.F. Davin, propriétaire du journal *Leader* de Régina et député conservateur de la circonscription d'Assiniboia-Ouest. En 1888, le nombre de membres élus au Conseil des Territoires fut porté à vingt-deux; le gouverneur fut exclu des délibérations du Conseil devenu Assemblée législative, mais il conserva la mainmise sur les finances.



Frederick W. Haultain en 1904 (Archives de la Saskatchewan)

On assista alors à une lutte pour l'institution d'un gouvernement responsable. L'assemblée s'étant trouvée dans une impasse, Ottawa modifia la Loi territoriale afin de porter à 26 le nombre des membres élus à l'Assemblée et de confier à cet organisme l'administration de la subvention fédérale. Un comité de l'assemblée remplaça le Conseil consultatif et, au tournant du siècle, le Conseil exécutif fut choisi par le lieutenant-gouverneur selon les principes du gouvernement responsable.

Dès 1901, M. Haultain, leader reconnu de l'assemblée, devint officiellement le premier ministre des Territoires. La question du statut provincial prit dorénavant la vedette. Haultain préconisait la création d'une seule plutôt que de deux provinces, ayant compétence exclusive en matière de ressources naturelles et d'éducation. Le premier ministre du Canada Wilfrid Laurier n'était pas de cet avis et, en 1905, deux provinces furent créées : la Saskatchewan et l'Alberta. Ni l'une ni l'autre ne conserva la compétence en matière de ressources naturelles, mais dans les autres domaines, les nouvelles provinces obtinrent un statut politique égal à celui de l'Ontario, du Québec et des autres provinces canadiennes.

Les gouvernements libéraux de 1905 à 1929

Le premier lieutenant-gouverneur de la Saskatchewan fut A.E. Forget, qui habitait les Territoires depuis longtemps. Le gouvernement fédéral nomma Walter Scott, éditeur du journal *Leader* de Régina et du *Times* de Moose Jaw, au poste de premier ministre. M. Scott avait été élu député du parti libéral aux élections fédérales de 1900, mais avait appuyé Haultain jusqu'en 1902. Sa nomination comme premier ministre souleva une certaine controverse, puisque de nombreux citoyens s'attendaient à ce que Haultain soit le premier à occuper ce poste. Les observateurs politiques réalistes ne furent pas surpris qu'on ait écarté Haultain, parce que même s'il pouvait compter sur l'appui des libéraux et des conservateurs au sein de l'Assemblée des Territoires, il avait affiché ses couleurs conservatrices en appuyant un candidat conservateur au niveau fédéral.

Walter Scott forma son cabinet avant de déclencher des élections provinciales. Il garda pour lui-même le portefeuille des Travaux publics et des Chemins de fer, et donna ceux de l'Éducation et du Trésor à James A. Calder. W.R. Motherwell reçut celui de l'Agriculture et devint secrétaire provincial. De son côté, J.H. Lamont fut nommé procureur général. Entouré de cette équipe, Scott se présenta devant les électeurs le 13 décembre 1905.

La campagne fut rude. Haultain se battit contre lui et mena sa campagne sur le thème des droits provinciaux, s'étant amèrement opposé à la mainmise du gouvernement fédéral sur les ressources naturelles. Scott avait l'avantage de pouvoir faire du favoritisme. Les libéraux remportèrent 52,2 p. 100 des suffrages exprimés et élurent seize députés. Haultain recueillit 47,5 p. 100 des voix et neuf députés. Des accusations de fraude furent portées dans la circonscription de Prince-Albert, enlevée par les libéraux. L'Assemblée concéda par la suite cette circonscription au Parti des droits provinciaux.

Lors de sa première session législative, l'assemblée nouvellement élue choisit Régina comme capitale provinciale. Saskatoon, qui s'était farouchement battue pour obtenir cet honneur, devint le siège d'une université provinciale. La première session se déroula dans l'Édifice des Territoires sur l'avenue Dewdney, mais dès que Régina fut confirmée comme capitale, on dressa des plans pour construire un édifice législatif plus en harmonie avec le statut de province. Le contrat de construction fut conclu en 1908 et les travaux parachevés en 1912 — au coût total de \$3,000,000.

L'appareil administratif étant presque entièrement en place et un nombre croissant d'immigrants venant s'installer dans la province, le premier ministre Scott appela les citoyens aux urnes le 14 août 1908. Une redélimitation des circonscriptions en avait accru le nombre de vingt-cinq à quarante-un. Les libéraux remportèrent facilement la victoire récoltant vingt-sept sièges, contre quatorze pour le Parti des droits provinciaux. Et en 1912, Scott remporta à nouveau une victoire facile.



Walter Scott, premier premier ministre de la Saskatchewan (Archives de la Saskatchewan)

La guerre de 1914 servit la cause de ceux qui voulaient interdire la vente de boissons alcoolisées. Répondant aux vœux de l'opinion publique, Scott fit fermer tous les bars et retira tous les permis de vente d'alcool en avril 1915. Le gouvernement ouvrit alors ses propres magasins d'alcools, mais peu de temps après le gouvernement fédéral interdit toute vente d'alcool. Les organisations de femmes avaient mené la lutte pour «la fermeture des bars». Elles réclamèrent aussi le droit de vote. C'est ainsi que les femmes de la Saskatchewan obtinrent ce droit en 1916. La première femme à siéger comme député à l'Assemblée législative fut M^{me} Sarah Ramsland, élue au cours d'une élection partielle en 1917. Une grande partie des hommes étant mobilisés, c'est sur les femmes qu'était principalement retombée la tâche de diriger les affaires ou l'exploitation agricole. Il semblait donc tout à fait juste et équitable qu'elles puissent, elles aussi, avoir voix au chapitre de l'assemblée.

En 1916, le gouvernement Scott fut accusé de fraude et de corruption. Le premier ministre fit immédiatement faire une enquête: un comité spécial de l'Assemblée fut chargée d'examiner les accusations de corruption touchant la prohibition, tandis qu'une Commission royale examina les accusations de fraude dans le secteur routier. L'opposition réclama d'autres commissions royales et le gouvernement lui donna satisfaction. Si le premier ministre n'était pas lui-même impliqué, son parti l'était. Il fit tout pour traduire les coupables en justice, mais sa santé se détériora et, en octobre 1916, il démissionna. William Melville Martin, un député libéral, lui succéda.

Martin commença par réorganiser son cabinet et prit à son service C.A. Dunning, de la *Saskatchewan Co-operative Elevator Company*. Il effectua plusieurs réformes pour éviter de prêter à nouveau le flanc à des accusations de corruption, puis déclencha les élections en 1917. Les libéraux récoltèrent cinquante-et-un sièges. Un député indépendant et trois représentant des soldats formèrent l'opposition. Aucun conservateur ne fut élu. La volonté du gouvernement de faire le jour sur les accusations de corruption avait apparemment convaincu l'électorat.

Les libéraux furent ensuite confrontés à une nouvelle force politique: les intérêts du monde agricole. Avant même la création

de la province, au temps où celle-ci faisait partie des Territoires, les agriculteurs étaient déjà mécontents. Plusieurs organismes agricoles avaient cherché à limiter le pouvoir de ceux qu'ils considéraient comme des ennemis du fermier et à obtenir une certaine stabilité des prix et des marchés. Ce groupe d'intérêts agricoles s'organisa et persuada le gouvernement fédéral en 1900 de déterminer et de surveiller les mesures, et les qualités et d'inspecter les silos à grain dans le pays. La province adopta des lois sur les coopératives en vue d'aider les fermiers. Poussé par ces derniers, le gouvernement adopta aussi des lois portant la création d'un réseau de silos coopératifs et contribua financièrement à la réalisation de ce projet. Pendant la Grande guerre, le gouvernement fédéral avait contrôlé les prix et la vente du blé. Bien mieux, la Commission canadienne du blé, mise sur pied pour écouler la récolte de 1919, s'attira vite la faveur des agriculteurs et sa suppression en 1920 souleva un tollé général.

Après la Première Guerre mondiale, les agriculteurs se lancèrent sur la scène politique fédérale et provinciale. C'est ainsi qu'aux élections fédérales de 1921, le Parti progressiste national dirigé par T.A. Crerar nomma des candidats dans chaque province et remporta 65 sièges. L'engouement pour ce parti s'explique par son intention de réformer le Sénat, de restaurer la Commission du blé et de se battre pour la stabilité des marchés.

Conscient de la force croissante du parti progressiste en Saskatchewan, Martin chercha à réduire son impact politique en invitant J.A. Maharg, un éminent leader agricole, à occuper un poste du cabinet. Il prit ensuite l'opposition par surprise et déclencha des élections en juin 1921. Résultat: libéraux 46 sièges, progressistes 6, indépendants 7, travaillistes 1, conservateurs indépendants 1 et conservateurs 2. En dépit de cette éclatante victoire, la diversité des partis représentés à la Chambre reflétait l'ampleur du mécontentement du milieu agricole. Martin démissionna en avril 1922 pour accepter un siège de magistrat. Les libéraux choisirent comme chef C.A. Dunning, membre de la *Saskatchewan Grain Growers Association* et ancien dirigeant de la *Saskatchewan Co-operative Elevator Company*. Il fut un premier ministre très habile et se gagna la confiance des fermiers et des gens d'affaires. Durant son mandat, le mouvement progressiste perdit de son élan, les fermiers cherchant des solutions économiques plutôt qu'à leurs problèmes.

Le *Farmers Union of Canada* (Syndicat des agriculteurs du Canada) fut créé en Saskatchewan, en 1921. Il remporta un vif succès dans la région au nord de la voie ferrée du CPR, peu touchée jusqu'alors par les mouvements de protestation agricole. Il concurrença bientôt la *Saskatchewan Grain Growers Association* déjà établie comme porte-parole des agriculteurs. Il invita Aaron Sapiro à visiter la Saskatchewan pour parler de coopérative céréalière. M. Sapiro avait acquis une certaine notoriété dans sa lutte en faveur des coopératives de producteurs en Californie. Il arriva en Saskatchewan en 1923 et réussit à convaincre de nombreux fermiers qu'ils devaient coopérer pour vendre leurs produits. C'est ainsi que naquit le *Saskatchewan Wheat Pool* en 1924. En achetant le *Saskatchewan Cooperative Elevator System* en 1926, cette coopérative devint la principale entreprise de manutention de blé de la province.

Durant le mandat du premier ministre Dunning, la prohibition fut levée. Un plébiscite mené en 1924 indiqua que l'opinion publique avait fait volte-face et était maintenant favorable à l'ouverture de magasins d'alcool gouvernementaux et de bars locaux. Une loi de 1925 autorisa ces changements.

En 1924, le parti conservateur élut J.T.M. Anderson à sa tête. Il revitalisa le parti mais, avant d'avoir eu le temps de le réorganiser dans toutes les circonscriptions, Dunning déclencha

une élection. Les résultats furent décevants pour les conservateurs : Anderson réussit à obtenir un siège à l'assemblée, mais les libéraux en remportèrent 50, les progressistes 6, les conservateurs 3, et les indépendants 2.

Dunning quitta la scène politique provinciale pour devenir ministre des Chemins de fer et des canaux dans le gouvernement du premier ministre W.L. Mackenzie King en 1926. Les libéraux choisirent alors James G. Gardiner, vieux routier de la politique provinciale, pour lui succéder comme leader, et donc comme premier ministre. Gardiner fut confronté à un parti conservateur naissant, dirigé par Anderson, ainsi qu'à une tradition progressiste persistante moins éloignée des conservateurs que des libéraux. Il eut également à combattre un nouvel ennemi : le Klu Klux Klan, importé du Sud des États-Unis. Ce groupe réclamait, pour des motifs raciaux et religieux, le respect de la loi, de l'ordre, des normes morales plus élevées, l'unité raciale et l'appui des principes protestants. Le mouvement subit un recul lorsque ses premiers leaders disparurent en emportant tous les fonds recueillis. Mais il reprit vie sous J. H. Hawkins et J.J. Maloney et constitua une menace latente pour les libéraux de Gardiner. Celui-ci les attaqua de front en les associant aux conservateurs et aux progressistes. Même si Anderson nia l'existence de relations directes entre les conservateurs et le Klan, les attaques de Gardiner n'étaient pas totalement dénuées de fondement.

Les élections de juin 1929 donnèrent lieu à la plus dure bataille politique de la courte histoire de la province. En dépit du succès apparent de la Coopérative, de nombreux fermiers étaient insatisfaits. Les libéraux étaient au pouvoir depuis 1905 et le slogan «C'est le temps de changer» eut un réel impact dans cette lutte politique. Les libéraux se retrouvèrent avec vingt-six sièges, les conservateurs vingt-quatre, les progressistes cinq et les indépendants six. Deux sièges du Nord donnèrent lieu à des élections retardées à cause de la difficulté de se déplacer dans cette région. Ces deux sièges furent remportés par les libéraux.

Gardiner demeura en place jusqu'à la convocation de l'Assemblée législative. Ses efforts pour amadouer les progressistes échouèrent et son gouvernement fut défait par un vote de trente-cinq à vingt-huit. Il démissionna et J.T.M. Anderson devint premier ministre le 9 septembre 1929. Il n'eut d'autre choix que de s'appuyer sur les députés progressistes et indépendants de l'Assemblée.

La dépression et la guerre

Le nouveau gouvernement entra en fonction à une époque de prospérité bien établie. Très rapidement, il conclut avec le gouvernement fédéral un accord qui rendait à la province les ressources naturelles. Cet accord fut officiellement signé le 14 avril 1930 et il fit époque dans l'histoire de la Saskatchewan. En juillet de cette année-là, R.B. Bennett devint premier ministre du Canada, son parti conservateur ayant battu à plate couture les libéraux de Mackenzie King. Le premier ministre Anderson avait maintenant un allié à Ottawa.

Mais ce fut pour lui la dernière bonne nouvelle. Une dépression à l'échelle mondiale s'abattit sur le pays. La chute des prix et le chômage frappèrent très durement la Saskatchewan qui perdit des marchés et connut des années de sécheresse, de vent et de poussière. De nombreux fermiers firent banqueroute et des milliers d'autres quittèrent leur terre pour chercher à subsister à la lisière de la forêt dans le Nord. La dépression causa des déficits, des pertes de revenu, et des milliers de familles durent vivre du bien-être social. Il fallait approvisionner en graine de semence

les fermiers qui n'avaient rien récolté l'année précédente. Un décennie de malheur, et de déceptions mit à dure épreuve la détermination des plus résolus. La population de la province s'étiola avec la stagnation des affaires, et une grande partie des plaines méridionales, le Triangle de Pallister, devinrent désertiques.

La dépression eut une profonde influence sur le climat politique de la Saskatchewan. Jusqu'en 1930, la section de la Saskatchewan du *United Farmers of Canada* avait rejeté toute action politique directe. Un groupe militant cependant s'opposa à cette position et s'organisa sous la direction de George Williams. Parallèlement, le Parti travailliste indépendant de la Saskatchewan choisit l'action politique directe. Les deux groupes se rencontrèrent en 1932 et convinrent de former le Groupe des travailleurs et agriculteurs. George Williams céda la direction à M.J. Coldwell. La majorité des membres de l'*United Farmers* appuyaient maintenant ce mouvement. En 1932, les agriculteurs, les syndicats et les réformateurs professionnels de tout le Canada se réunirent à Calgary pour former le CCF (Co-operative Commonwealth Federation) un mouvement à tendance sociale démocrate. Le leader choisi fut J.S. Woodsworth, député travailliste de Winnipeg. Le premier congrès national du CCF eut lieu à Regina en 1933. Lançant un défi éclatant à l'orthodoxie de l'époque, le parti publia le Manifeste de Régina.

Le premier ministre Anderson appela les citoyens aux urnes le 19 janvier 1934. Son gouvernement avait été confronté à une opposition expérimentée et déterminée, sous la direction du redoutable Jimmy Gardiner. Malgré la distribution juste et efficace des fonds de secours, il n'était guère facile d'être au pouvoir à cette époque. L'élection se fit à trois dans la plupart des circonscriptions : les libéraux remportèrent 50 sièges; la coalition agriculteur-travailliste n'en obtint que 5 avec 24 p. 100 des suffrages exprimés, tandis que les conservateurs qui avaient recueilli 27 p. 100 du vote se retrouvèrent sans aucun siège. James G. Gardiner redevint premier ministre et George Williams chef de l'opposition, M.J. Coldwell ayant été défait.

Le nouveau gouvernement eut immédiatement à s'occuper d'un affrontement entre la police et un groupe de chômeurs qui avait décidé de se rendre à pied à Ottawa. Le 1^{er} juillet, un policier fut tué à Regina et de nombreux marcheurs blessés. Cette échauffourée marqua la fin de la marche et les manifestants regagnèrent leur campement.

Les élections fédérales de 1935 amenèrent de nombreux changements dont beaucoup touchèrent la Saskatchewan. Le premier ministre R.B. Bennett conduisit un parti divisé aux élections. Les libéraux de Mackenzie King infligèrent une cuisante défaite aux conservateurs. La Saskatchewan élut deux partisans du CCF, M.J. Coldwell et T.C. (Tommy) Douglas. Invité par le premier ministre King à devenir ministre fédéral de l'Agriculture, J.G. Gardiner accepta l'offre et céda sa place de premier ministre à W.J. Patterson qui battit T.C. Davis dans la course au leadership du parti libéral de la Saskatchewan. En 1935, John G. Diefenbaker devenait chef du parti conservateur de la Saskatchewan.

Sous le premier ministre Patterson, le gouvernement provincial n'était pas en mesure d'adopter des mesures radicales de reprise financière. L'important était de tenir le coup et de distribuer l'aide aux personnes dans le besoin. Aux élections de 1938, l'électorat renouvela massivement sa confiance aux libéraux qui remportèrent 38 sièges, le CCF 10, le Crédit social 2, le Parti de l'unité 2 et les conservateurs aucun. Le succès du CCF qui avait obtenu plus de sièges que le Crédit social en dépit des efforts fournis par ce parti, redonnèrent confiance à ses dirigeants. De nombreux candidats de l'unité avaient brigué les suffrages dans

le but d'unifier les divers mouvements de réforme. Après 1938, le CCF décida qu'à l'avenir elle se battrait pour ses propres politiques.

Le monde bascula dans la guerre en 1939, le Canada y prenant part en vertu de la décision prise par le Parlement canadien le 10 septembre 1939. George Williams devint le chef du CCF de la Saskatchewan lorsque Coldwell fut élu au Parlement fédéral où il remplaça Woodsworth comme chef fédéral du CCF. En 1941, Williams s'enrôla dans l'armée et Tommy Douglas lui succéda. En 1940, John Diefenbaker fut élu au Parlement fédéral; tous les principaux acteurs politiques de la Saskatchewan étaient maintenant en scène.

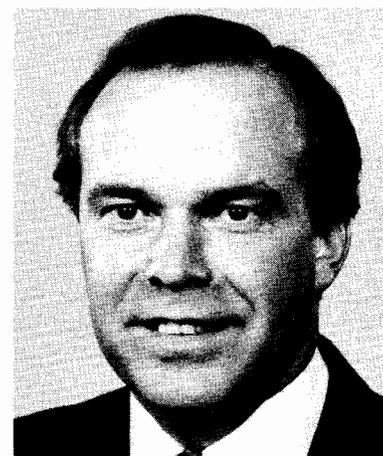
En 1943 le premier ministre Patterson décida de retarder d'un an les élections provinciales. Mal lui en prit. Le CCF mené par Douglas, était bien organisé et avait plus d'assurance. Le report des élections stimula l'opposition. Lorsque les élections furent d'assurance. Le gouvernement créa plusieurs sociétés d'État. En 1945, une loi institua des régions de santé. Les retraités et les personnes à charge reçurent gratuitement les services médicaux, dentaires et hospitaliers ainsi que les remèdes. Le 1^{er} janvier

1947, le régime d'hospitalisation de la Saskatchewan entra en vigueur au coût de 5 \$ par personne et de 30 \$ par famille.

L'avalanche de lois adoptées par le gouvernement Douglas provoqua une réaction. En 1948, les libéraux sous leur nouveau chef Walter Tucker remportèrent dix-neuf sièges, mais le PSD conserva la majorité à la Chambre. Le premier ministre Douglas sut lire entre les lignes et son gouvernement décida de ralentir l'allure. Le régime d'hospitalisation fut bien accueilli. Les régimes d'assurance du gouvernement et le régime d'assurance-automobile reçurent l'appui de la majorité. Par ailleurs, les régimes furent déclenchés, le 15 juin 1944, le CCF se lança dans la bataille et écrasa ses adversaires, enlevant 47 sièges et n'en laissant que cinq aux libéraux. C'était la première fois qu'un parti social démocrate prenait le pouvoir au Canada.

Premier gouvernement social démocrate

Le nouveau régime social démocrate concentra surtout ses énergies sur les secteurs de la santé, du travail, de l'éducation, de la



Les Libéraux, les Socio-démocrates et les Conservateurs ont tous été au pouvoir en Saskatchewan. De g. à d. : Charles Dunning (1922-1926), T. C. Douglas (1944-1961) et Grant Devine (depuis 1982). (Archives de la Saskatchewan)

sécurité agricole et des ressources naturelles. En 1944, la *Trade Union Act* fut revue de manière à accorder aux conseils syndicaux le pouvoir et le droit de négocier collectivement. Cette même année une loi visant à agrandir les établissements scolaires fut adoptée. D'autres lois permirent au gouvernement de s'occuper d'assurance-feu, d'assurance-vie, d'assurance-auto et d'autres récoltes étaient généralement bonnes et, bien que la mécanisation agricole accélérât le dépeuplement des fermes, ce fait fut considéré comme faisant partie de la vie dans les Prairies. La majorité confortable du CCF en 1952-1956 confirma que la décision de ne pas précipiter les choses avait été sage.

Les élections provinciales de 1960 en Saskatchewan furent appelées les élections de l'assurance-maladie (Medicare). À la fin de 1959, le premier ministre Douglas annonça que le gouvernement avait l'intention de tenir une promesse antérieure du PSD et d'implanter un régime d'assurance-maladie. Malgré l'opposition des professionnels de la santé, cette question devint le thème central des élections de 1960, gagnées par le PSD avec trente-sept sièges, les libéraux n'en obtenant que dix-sept. Il faut signaler,

cependant, que le pourcentage des voix favorables au CCF tomba en dessous du niveau de 1956, alors que les Conservateurs en remportèrent 14 p. 100 de plus, sans toutefois augmenter leur nombre de sièges.

La *Saskatchewan Medical Care Insurance Act* avait été déposée à l'assemblée au cours d'une session spéciale de la législature en octobre. L'opposition libérale s'abstint de voter à la deuxième lecture. L'assemblée s'ajourna et, à la reprise des travaux, l'opposition vota contre la mesure en troisième lecture. Le régime devait entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1962. Les médecins firent la grève et les esprits s'échauffèrent. Un mouvement baptisé KOD (Keep Our Doctors) s'opposa à l'application du régime, tandis que ses partisans organisèrent des cliniques communautaires. La question fut finalement réglée avec l'aide d'un arbitre britannique, lord Stephen Taylor, mais ce conflit avait profondément divisé l'opinion publique.

Après cette bataille épique de l'assurance-maladie, la tension politique diminua dans la province. La potasse et le pétrole passèrent au premier plan de l'actualité. Ross Thatcher, ancien

député du PSD, avait succédé à A.H. McDonald comme chef libéral en 1959. Désillusionné par les politiques du PSD, il avait quitté ce parti. Il mit rapidement le Parti libéral sur un pied de guerre et au déclenchement des élections en 1954, la bataille s'annonça dure. Elle le fut et les résultats en surprisent beaucoup. Les libéraux remportèrent 33 sièges, le PSD 26 et les progressistes-conservateurs un seul.

Des Libéraux aux Conservateurs en passant par le NPD

Le premier ministre Thatcher était d'avis qu'il fallait encourager le secteur privé à mettre en valeur les richesses de la province. Il offrit donc des encouragements à des entreprises aux États-Unis et ailleurs. Mais son gouvernement connut des difficultés dans la province. Il y eut un surplus de blé qui se répercuta jusque dans les exploitations individuelles. Thatcher se brouilla avec les syndicats et les enseignants sur la question des salaires. Il se querella avec Otto Lang, le grand Libéral fédéral. Malgré tout, la population estima qu'il manifestait un certain dynamisme, et ceci fut évident aux élections de 1967, où les libéraux battirent une nouvelle fois le PSD, devenu entre temps le Nouveau parti démocratique (NPD), 35 contre 25.

Peu après A. E. Blakeney battit de son côté Roy Romanow au congrès d'investiture du NPD. Lorsque le premier ministre Thatcher convoqua les électeurs aux urnes le 23 juin 1971, le NPD l'emporta facilement, élisant 45 députés contre 15 libéraux. Les progressistes-conservateurs ne recueillirent que 2,1 p. 100 des voix. M. Thatcher qui avait eu des problèmes de santé avant l'élection, mourut peu de temps après.

Le premier ministre Blakeney avait promis qu'il aiderait le milieu agricole et prendrait diverses mesures pour améliorer les services de santé. Une *Land Band Commission* fut mise sur pied pour acquérir des terres agricoles et les louer ou les vendre par la suite à des agriculteurs désireux d'agrandir leur ferme. Le gouvernement regroupa par ailleurs les services de santé dispensés par des hôpitaux à Saskatoon et Regina. Les soins dentaires gratuits furent offerts aux enfants âgés de trois à douze ans et un régime de prescriptions pharmaceutiques fut instauré. Les relations harmonieuses qui existaient avec les syndicats souffrirent un recul au moment de la grève des travailleurs de la *Saskatchewan Power Corporation* qui dut être brisée par la législature.

La période qui suivit la victoire du NPD en 1971 fut marquée par un changement radical de la configuration politique de la province. Au niveau fédéral, les libéraux perdirent du terrain. À la fin des années 1970, en effet, la province n'avait plus un seul représentant libéral à Ottawa. Mais ce déclin de popularité des libéraux se manifesta aussi au niveau provincial. E.C. Malone, qui succéda à Thatcher à la tête du parti libéral provincial démissionna après un mandat de courte durée et une défaite aux élections de 1975. Ralph Goodale, l'actuel leader libéral lui succéda. De leur côté, les progressistes-conservateurs avaient choisi Richard Collver comme chef après les élections de 1971. Il fit

beaucoup pour réorganiser le parti et lui redonner confiance. Il fut à son tour remplacé par Grant Devine.

Le parti conservateur, avec le vent en poupe, regagna du terrain à la Chambre et au pays après 1970. En 1982, le NPD avait été au pouvoir pendant dix ans. C'est probablement le temps, plus que les mesures législatives qui mine la faveur d'un parti auprès de la population. Les conservateurs remportèrent les élections de 1982 56 contre 8. Les résultats des trois dernières élections indiquent un changement radical des allégeances politiques dans la province. Les conservateurs sont passés de 7 à 56 sièges, le NPD de 39 à 8 et les Libéraux ont été totalement éliminés de l'assemblée législative.

Grant Devine devint premier ministre en avril 1982, son parti ayant recueilli 54 pour 100 du suffrage populaire. Les Conservateurs surent tirer profit d'un sentiment généralisé de mécontentement chez les jeunes, des plaintes de l'industrie pétrolière, d'un certain malaise dans le secteur agricole et du désenchantement des syndicats. Ils promirent d'ouvrir la Saskatchewan aux affaires, pour encourager l'industrie pétrolière et aider les jeunes fermiers et les jeunes couples à s'établir. C'était le premier gouvernement conservateur majoritaire en Saskatchewan (le premier ministre Anderson avait, de 1929-1934, dû compter sur l'appui des progressistes et des indépendants). Des changements étaient annoncés — au chapitre des politiques fiscales, des prix des services publics, de la politique de nationalisation, etc. La Saskatchewan accepta la nouvelle orientation sans le moindre effort. Après tout, on était à la fin d'avril et il s'agissait de nettoyer le grain et de penser aux semailles!

Conclusion

L'environnement a eu une profonde influence sur l'évolution de la Saskatchewan. La moitié nord de la province fait partie du bouclier canadien — forêts, lacs et rochers; la moitié sud est une région de plaines totalement consacrée à l'agriculture. La Saskatchewan est encore une province campagnarde, aucune ville ne s'étant vraiment imposée. L'habillement, le logement, les modes de transport et les professions se sont conformés au climat et adaptés au terrain.

La vie politique de la Saskatchewan reflète directement la mentalité de la population de cette province. L'immensité des Prairies et la rigueur du climat qui y règne ont fait du sens communautaire et de la coopération des conditions *sine qua non* à la vie dans cette région. Très vite, le gouvernement est apparu comme un moyen d'atteindre des objectifs dépassant les possibilités individuelles. On a volontiers accepté son rôle dans le domaine des services téléphoniques, des silos à grain, des coopératives, et de la santé, considérant que lui seul pouvait dispenser ces services à tous les citoyens, en ville comme à la campagne.

En Saskatchewan, la politique a toujours été un mélange d'individualisme farouche et de responsabilité gouvernementale. La vie publique de la province du blé a été sophistiquée, tumultueuse et fascinante, et tout porte à croire qu'il en sera encore ainsi dans l'avenir. ■